

## NOUVELLES RELATIONS DE TRAVAIL

## Ce que dit le rapport El Ghazi

**C'est un rapport détaillé et qualifié d'«important» que le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale remettra au Premier ministre avant la fin de la semaine en cours, a-t-on appris. Un rapport qui tracera, ajoute-t-on, les contours de la nouvelle approche gouvernementale vis-à-vis du monde du travail.**

**Abder Bettache – Alger (Le Soir)** – Le document en question fera l'état de la situation qui prévaut dans le monde du travail. Une situation qui intervient à la lumière de la dernière rencontre qui s'est tenue au siège du ministère du Travail et lors de laquelle UGTA et syndicats autonomes ont nettement exprimé leur préoccupation sur la question sociale. En effet, le ministre du Travail, qui avait réussi à réunir, lors de la même réunion, l'UGTA, représentée en la circonstance par son secrétaire général, M. Abdelmadjid Sidi Saïd, et les animateurs de l'Intersyndicale, ainsi que d'autres structures syndicales autonomes relevant du secteur économique, à l'image du Syndicat national de la poste (Snap) et du Syndicat national des travailleurs de l'électricité et du gaz (SNTEG), avait déclaré que «l'année 2017 sera une nouvelle étape sur la voie du renforcement du dialogue permanent entre les autorités et le partenaire social».

Dans son rapport, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a mis en exergue «la portée de la représentation syndicale des différentes organisations syndicales dans leurs secteurs respectifs», mais aussi «les réelles entraves auxquelles font face ces organisations syndicales dans l'exercice de leurs missions syndicales».

M. Mohamed El Ghazi donnera son avis sur l'enjeu de la représentativité syndicale à la veille du débat qui sera porté sur le code du travail. D'ailleurs, il avait indiqué

lors de la réunion du 16 janvier dernier que «cette rencontre marquera l'entame d'une nouvelle dynamique nouvelle au plan du dialogue», tout en annonçant qu'il chargera l'inspecteur général du travail au ministère du Travail, M. Akli Barkat, d'être le «trait d'union» entre le ministère et les représentants des syndicats pour rédiger les rapports sur les différentes préoccupations soulevées. A l'adresse du Premier ministre, le premier responsable du département du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale plaidera l'importance «d'associer les autres départements sectoriels d'ouvrir un dialogue réel et responsable avec les organisations syndicales représentatives, à l'instar de ce qui se



Mohamed El Ghazi, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

fait au niveau du ministère de l'Education nationale».

A cet effet, et selon des sources proches du département du travail, M. Mohamed El Ghazi compte, prochainement, organiser une autre rencontre identique à celle qui a eu lieu le 16 janvier dernier au niveau

du siège de son département. Une rencontre qui considérée comme une avant-première avant celle qui sera organisée par le Premier ministre et qui verra, pour la première fois dans l'histoire du dialogue social en Algérie, la participation des syndicats autonomes aux

discussions tripartites. D'ailleurs, le ministre du Travail avait déclaré qu'«un bilan sera dressé sur les préoccupations posées et les observations relevées par les représentants de près de 26 syndicats présents à la rencontre dans le but de les soumettre au Premier ministre», tout en rappelant l'existence de «65 syndicats agréés par le ministère».

Et en guise de bonnes intentions du pouvoir, il conclut son intervention en déclarant «que les syndicats seront associés à l'étape de la consultation autour du projet de loi sur le travail pour débat et enrichissement». «Un projet de loi qui tend à préserver les acquis des travailleurs et garantir leurs droits est encore à la phase de consultation avec le partenaire social pour passer ensuite aux étapes suivantes tel qu'énoncé par la loi», a-t-il expliqué.

A. B.

## ÉNERGIES RENOUVELABLES

## Les ambitions de Sonelgaz

**Lors de sa visite de travail dans la wilaya d'El Tarf, jeudi dernier, le président-directeur général du groupe Sonelgaz a répondu à une question du Soir d'Algérie sur la production d'électricité venant des énergies renouvelables que «les capacités de production de 4 000 mégawatts d'énergie renouvelable seront installées incessamment, et ce, par le biais d'un appel d'offres national et international».**

Et d'ajouter que «notre stratégie est de mettre en place, également, un tissu industriel national qui aura pour finalité de produire tous les matériels nécessaires entrant dans la production d'électricité, sachant, particulièrement, que notre pays est le plus ensoleillé au monde, ce qui constitue en soi un atout important». Relancé sur le même sujet, par une

autre question du *Soir d'Algérie*, sur l'avantage pris par notre voisin de l'ouest, en l'occurrence le Maroc, le P-dg dira sans ambages que «certes, le pays voisin pour ne pas le nommer a mis en place des centrales électriques solaires mais, après deux années de production, il a dû se rendre à l'évidence qu'il doit faire appel aux entreprises étran-

gères pour s'alimenter en pièces de rechange. Pour notre part, nous comptons sur les entreprises algériennes pour la production des cellules photovoltaïques et tous les matériels inhérents à cette énergie».

Signalons qu'à chaque halte de sa visite, le P-dg n'a cessé de marteler qu'«il est indispensable de consommer l'électricité d'une façon rationnelle afin de protéger et économiser les deniers publics sachant que l'Etat doit chaque année investir autour de 1,2 milliard de dollars pour venir à bout des besoins nationaux en électricité, sans cesse grandissants».

Par ailleurs, le P-dg a donné son aval pour la prise en charge dans les délais des zones industrielles dont particulièrement celle d'El Matroha, sise au chef-lieu, et ce, par l'installation de postes de distribution d'électricité.

Enfin, il est à noter que le P-dg a respectivement inspecter la centrale électrique de Koudiet Draouch de 1 200 mégawatts, le centre de vacances Sonelgaz au niveau du site touristique El Battah, le parc industriel d'El Matroha dans la commune d'El Tarf et a procédé à l'inauguration du nouveau siège de la concession Sonelgaz.

Daoud Allam

## DROIT DE RÉPONSE

La Société algérienne de neurochirurgie répond au P<sup>r</sup> Bougherbal

La Société algérienne de neurochirurgie tient à faire une mise au point de l'article intitulé «Transferts pour soins à l'étranger : baisse de 50% depuis 2014», publié dans *Le Soir d'Algérie* du 14 janvier 2017 page 3. En effet, dans cet article, il est mentionné selon un rapport, fait par le P<sup>r</sup> Bougherbal (président de la Commission des transferts pour soins à l'étranger), que la neurochirurgie n'était pas bien prise en charge au niveau des hôpitaux et que c'est cela qui explique que la plupart des transferts de soins à l'étranger acceptés concernent cette spécialité. Nous nous demandons sur quelles bases ces affirmations sont faites.

Est-ce que l'auteur du rapport a des statistiques sur ce qu'il se passe dans les différents services de neurochirurgie ? Il est évident que non. Il nous semble tout de même important de vérifier ses informations avant d'avancer des propos aussi graves. La neurochirurgie algérienne a vu le jour dès l'indépendance grâce au P<sup>r</sup> Abada et à feu le P<sup>r</sup> Boussalah qui ont lancé la formation neurochirurgicale dans notre pays.

Par la suite, les P<sup>rs</sup> Djennas, Ioualalen, Abdennebi, Benbouzid et Bouyoucef ont formé des générations de neurochirurgiens qui n'ont eu qu'une seule préoccupation : celle de faire évoluer notre spécialité. Les services de neurochirurgie prennent en charge toutes les tumeurs cérébrales (y compris celles de la

base du crâne) et médullaires, la pathologie traumatique et dégénérative ainsi que la neurochirurgie fonctionnelle et vasculaire. La chirurgie éveillée se pratique couramment et les chirurgies des mouvements anormaux et de l'épilepsie sont aussi effectuées. Le nombre de patients opérés dans les différents services se compte par milliers (M. Bougherbal n'aura qu'à consulter la Direction des services de santé).

Les neurochirurgiens ont, par ailleurs, mis en place des comités pluridisciplinaires dans le domaine de la neuro-oncologie et ce, bien avant les recommandations du Plan cancer. D'autre part, notre société a organisé, en collaboration avec certains services de neurochirurgie, plusieurs cours internationaux (dispensés par des neurochirurgiens algériens) avec des chirurgies en live et un enseignement théorique. Il faut aussi souligner que la compétence des neurochirurgiens algériens est reconnue sur le plan international et pour preuve, beaucoup d'entre eux sont considérés comme des référents dans leur domaine.

Une autre reconnaissance de la communauté neurochirurgicale internationale est la désignation de l'Algérie, par la Fédération mondiale de neurochirurgie, comme centre formateur des résidents africains en neurochirurgie alors que ces derniers étaient pour la plupart formés en Europe. Enfin, un rapport récent de l'OMS, classant les spécialités qui

se maintiennent sur le plan des nouvelles techniques en Algérie, désigne la chirurgie orthopédique, la chirurgie digestive et la neurochirurgie comme étant les spécialités à la pointe dans notre pays.

Il est vrai que parfois nous avons recours à des transferts pour soins à l'étranger mais il est très important de préciser qu'il s'agit principalement des malformations artério-veineuses qui actuellement (selon les standards internationaux) sont principalement prises en charge par traitement endovasculaire et radiochirurgie ; la première option comme chacun le sait n'est pas du ressort de la neurochirurgie mais plutôt de la radiologie interventionnelle. Ces deux modalités de traitement ne sont actuellement pas disponibles dans notre pays. Il est évident qu'il existe des insuffisances et ce, comme dans toutes les spécialités. Ces dernières sont dues surtout à l'environnement de notre spécialité. Les avancées que nous avons effectuées ces dernières décennies sont indéniables. Notre spécialité n'est en aucun cas moins développée qu'une autre en Algérie ; elle est cependant très pointue et exige, par conséquent, un environnement adéquat ainsi qu'une organisation assez particulière. Les neurochirurgiens ont fait, à maintes reprises, des propositions aux autorités concernées pour résoudre les problèmes qui existent (les procès-verbaux des différentes réunions du Comité national de neuro-

chirurgie en sont la preuve). Nous pensons qu'au lieu de nous donner des pourcentages, il aurait été plus intéressant et plus instructif de nous donner des chiffres. Par ailleurs, il est tout de même hallucinant qu'une personne, qui, apparemment, ne connaît rien à la réalité du terrain en neurochirurgie, puisse proposer à la tutelle de faire venir des médecins et des chirurgiens activant en France pour solutionner le problème de la neurochirurgie dans certains hôpitaux. Sachez, Monsieur, que les neurochirurgiens collaborent entre eux à travers le territoire national afin d'introduire les nouvelles techniques, disponibles dans les grands centres, au niveau des hôpitaux de l'intérieur du pays (opérations de jumelage).

Nous demandons à être entendus de vive voix par la tutelle afin d'exposer quels sont nos besoins pour prendre en charge les quelques patients qui sont transférés pour soins à l'étranger.

Enfin, il est temps que ces campagnes régulières de dénigrement de la neurochirurgie cessent ; alors que près de 350 neurochirurgiens, à travers le territoire national, ne demandent qu'à exercer leur métier pour soulager leurs patients qui, Dieu merci, leur sont reconnaissants.

**P/ les membres de la Société algérienne de neurochirurgie, P<sup>r</sup> Souad Bakhti, présidente de la SANC**